Le 19-07-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le sommet de l'OTAN à La Haye (Photo: NATO)

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Le 32e sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), réuni à La Haye (Pays-Bas) les 24 et 25 juin 2025, fera date dans la marche des puissances occidentales impérialistes vers une troisième guerre mondiale. Environ 9 000 participants, dont 45 chefs d'État et de gouvernement et autant de ministres des Affaires étrangères et de la Défense, ont participé à une réunion qui s'est

essentiellement limitée à un dîner avec le roi (Trump) et à une séance de travail de deux heures et demie. Coût : 183 millions d'euros et le bouclage de vastes zones de La Haye.
Résultat : les 32 membres de la plus puissante alliance militaire du monde se sont mis d'accord sur le plus grand réarmement de l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Au lieu des 2 % actuels, ils veulent consacrer 5 % du PIB à des fins militaires d'ici 10 ans au plus tard : 3,5 % pour les dépenses purement militaires, comme les troupes et l'armement et 1,5 % supplémentaires pour la cybersécurité, les infrastructures et la construction de casernes. Au lieu des 1 500 milliards de dollars dépensés en 2024, l'OTAN dépensera 2 800 milliards, sans tenir compte de l'inflation.
Les affidés de l'OTAN justifient l'augmentation des dépenses militaires par la pression des États-Unis et par la « menace à long terme que représente la Russie pour la sécurité euro-atlantique et la menace persistante du terrorisme », comme l'indique la déclaration finale du sommet.
Pour une fois, l'unanimisme de la presse européenne pointe une réalité : la grande victoire de Trump. Le Président américain que les Européens adorent détester a été auréolé d'une « victoire » en Iran (quelques jours plus tôt), unanimement saluée par le sommet. Trump, en effet, a notamment obtenu ce que Barack Obama, n'avait pu obtenir : un engagement d'augmentation de 5 % des dépenses militaires des membres de l'OTAN. Sur la forme, les actes de soumission des « Européens » n'ont pas manqué. Toute la scénographie a été faite pour plaire et complaire à Trump, jusqu'à la mini?polémique liée à l'emploi par Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, du mot « papa » (dad en anglais), dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est tout a fait révélateur de l'emprise américaine sur les élites européistes.
Mais au-delà des mises en scène et l'orchestration de la menace russe, qu'on est-il des causes profondes de la militarisation de l'UE à outrance et du contexte d'escalade de guerres dont l'OTAN porte la responsabilité.
Quelques jours seulement avant le sommet, Israël et les États-Unis avaient lancé une offensive contre l'Iran, en violation du droit international, assassinant des dizaines de dirigeants militaires, d'hommes politiques et de scientifiques, tuant de nombreux civils et détruisant des installations militaires et nucléaires civiles. Mais, bien qu'ils n'aient pas été consultés au préalable, les « Européens » ont salué cette attaque barbare et illégale.
Mark Rutte a écrit, dans un SMS privé au Président américain Donald Trump : « *Félicitations et merci pour votre action décisive en Iran, c'était vraiment extraordinaire, et personne d'autre n'a osé le faire. Cela renforce notre sécurité à tous*. ». SMS que Trump a immédiatement publié sur ses réseaux sociaux.
Le génocide perpétré sans relâche par le gouvernement israélien à Gaza est aussi soutenu par les membres de l'OTAN.
Les puissances européennes et notamment les « E3 » (Allemagne, France et Grande-Bretagne), sont déterminées à poursuivre la guerre contre la Russie à tout prix, malgré la défaite programmée d'une Ukraine à bout de forces militaires. Dans cet objectif, le sommet visait à empêcher Trump de se retirer du guêpier ukrainien et de parvenir à un accord avec Moscou, sans tenir compte de l'UE.
En réalité, ce n'est pas la Russie qui menace l'Europe, mais l'inverse. L'avancée constante de l'OTAN aux frontières de la Russie a provoqué l'invasion de l'Ukraine. Poutine avait toujours averti que l'intégration de cette dernière à l'OTAN, avec ses 2 000 kilomètres de frontière avec la Russie, constituait une ligne rouge dont il ne tolérerait pas le franchissement.

« Papa et père fouettard » soumet ses « enfants » à sa volonté

Pendant que Trump impose des droits de douane punitifs à ses « partenaires » européens et les menace d'annexer le Groënland, Rutte flatte «Papa». Non seulement il l'a félicité pour son attaque contre l'Iran, mais il a également poussé la flagornerie jusqu'à écrire : « *Tu te diriges vers un autre*

grand succès à La Haye ce soir. Ce n'était pas facile, mais nous les avons tous convaincus de prendre l'engagement des 5 pour cent ! Donald, tu nous as fait parvenir à un moment vraiment crucial pour l'Amérique, l'Europe et le monde. Tu accompliras ce qu'aucun président américain n'a pu accomplir pendant des décennies. L'Europe va payer très gros, comme il se doit, et ce sera ta victoire.». Et, pour bien montrer au monde que l'OTAN et l'UE se prosternent devant Trump, la déclaration finale du sommet réaffirme « *notre engagement indéfectible en faveur de la défense collective, tel qu'inscrit dans l'Article 5 du Traité de Washington* », que Trump avait remis en cause lors de son vol vers La Haye…
Cependant il faut noter que l'OTAN n'a fait aucune déclaration de soutien à l'Ukraine, ni évoqué l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Rappelons-nous qu'il y a un an, la déclaration de Washington disait encore,: « *L'avenir de l'Ukraine est dans l'OTAN* ». La déclaration de La Haye dit désormais : « *Les Alliés* (c'est-à-dire les États membres individuellement et non l'OTAN dans son ensemble) *réaffirment leur engagement souverain et durable à soutenir l'Ukraine, dont la sécurité contribue à la nôtre* ».

Mythe de l'Europe de la Défense et austérité pour les peuples

En fait, hormis le général de Gaulle, personne dans l'UE n'a jamais imaginé confier la sécurité de son pays à sa propre armée mais tous se sont tournés vers Washington. Les incantations et envolées lyriques en faveur d'une « défense européenne » n'ont jamais suscité un quelconque intérêt d'autres pays européens qui ne font confiance qu'à l'Amérique dont la puissance militaire, financière et commerciale balaie toute perspective de défense européenne.
C'est la raison pour laquelle, les élites européennes, après avoir écarté et réduit à peau de chagrin toutes les souverainetés nationales, n'ont cessé, depuis de nombreuses années, de louvoyer et d'employer maintes formules tarabiscotées comme « pilier européen de l'OTAN », « Europe de la défense dans l'OTAN », etc. En réalité elles ont continué d'acheter toujours plus de matériel militaire américain en jurant, la main sur le drapeau bleu étoilé, qu'une industrie européenne de défense était indispensable. Après avoir dévoilé un plan de 800 milliards d'euros pour « réarmer l'Europe » face à une pseudo menace russe et réagir à la fin de la « protection » américaine, l'UE rentre dans le rang. L'OTAN et les USA restent les maîtres absolus. L'allégeance est totale. Mais dans la manœuvre, la Commission européenne en a profité pour s'emparer des questions de Défense en créant le plan « ReArm Europe » (Lire : https://pardem.org/la-commission-europeenne-cherche-la-guerre-et-sorganise-en-consequence).
L'augmentation des dépenses militaires à 5 % des PIB des pays membres (un triplement pour de nombreux pays européens) implique de violentes attaques contre leur population qui vont payer la note. L'Allemagne, qui dispose d'une marge de manœuvre financière grâce à un faible taux d'endettement de 63 %, et emprunte désormais massivement impacte ainsi ses classes populaires. Ce sera bien pire dans d'autres pays, très endettés par leurs gouvernements néolibéraux. Le Royaume-Uni et l'Espagne, avec des ratios d'endettement de 100 %, la Belgique avec 105 % et la France avec 113 %, vont réduire les dépenses sociales encore plus rapidement et plus radicalement pour atteindre l'objectif de l'OTAN et de l'UE. Le projet de budget de Bayrou en est la démonstration.

On comprend pourquoi, lors du dernier sondage IFOP, 40% des Français estiment que l'appartenance de la France à l'UE n'est pas une bonne chose pour le pays.
Ils ont raison ! Pour recouvrer notre souveraineté, il n'y a qu'une seule solution : sortir de l'OTAN, de l'UE et de l'euro. Pour avancer dans cette direction un vrai référendum sur l'appartenance de la France au système de l'Union européenne démontrerait qu'il reste en France un espace démocratique possible. À condition qu'un vrai rapport de forces s'organise pour l'obtenir et ainsi ouvrir une voie vers la libération ! À nous tous d'agir !

SIGNEZ LA PETITION POUR UN REFERENDUM : https://le-referendum2025.fr/signez-lappel/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire